



**Marché de travaux N° 2025- 020
concernant le renouvellement des
installations de sûreté des bâtiments du
rectorat de Rennes
Lot unique**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)**

Remise des offres :

Mardi 23 Septembre 2025 à 14h00

Visite des sites recommandées

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2-1. Définition de la procédure	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	6
2-4. Compléments à apporter au CCTP et Variantes.....	6
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2-6. Cadre de la négociation	6
2-7. Délai de réalisation.....	6
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	7
2-9. Délai de validité des offres	7
2-10. Propriété intellectuelle.....	7
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	7
2-12. Clauses sociales et environnementales	7
2-13. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 4. EXAMEN DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 5. CLASSEMENT DES OFFRES	11
ARTICLE 6. CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE.....	15
6.1 Transmission du dossier de consultation.....	15
6.2 Modalités de remise des candidatures et des offres	15
ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17
ARTICLE 8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	18
ARTICLE 9. RECOURS ET LITIGES	18

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'exécution des travaux pour la mise en place d'un système global cohérent sur l'ensemble des 4 sites du rectorat de Rennes comportant la mise à niveau des systèmes de sûreté / contrôle d'accès /anti-intrusion /vidéosurveillance.

Site d'Antrain

Bâtiment 96 rue d'Antrain : 4 193 m2 de SUB

Bâtiment administratif en R+4 avec sous-sol, classé en ERP de type W catégorie 5

Bâtiment 92 rue d'Antrain : 3 253 m2 de SUB

Bâtiment administratif en R+3 avec sous-sol, classé en ERP de type W R catégorie 3

Bâtiment 108 rue d'Antrain : 5 540 m2 de SUB

Bâtiment restaurant administratif avec 1 seul niveau, classé en ERT de type N catégorie

Site Lemordant : 1 654 m2 de SUB

Bâtiment administratif en R+2 avec sous-sol partiel à usage de chaufferie, classé en ERT de type W catégorie 5.

- Rdc : locaux techniques et informatiques, rangement, salle de réunion et de bureaux, espaces sanitaires,
- Étage 1 : plateforme téléphonique, bureaux, locaux informatiques, cafétéria, sanitaires,
- Étage 2 : Bureaux et sanitaires.

Site UAR : 774 m2 de SUB

Bâtiment service de reprographie en RDC, classé en ERT de type W catégorie 5, avec équipement de reprographie et pièces de stockage et bureaux sanitaires

Site Dujardin

Bâtiment 1 quai Dujardin : 9 089 m2 de SUB

Bâtiment administratif en R+4 avec sous-sol, classé en ERP de type W R L catégorie 2

Bâtiment 2 au 6 rue Kléber :

Amphithéâtre, indissociable du bâtiment principal 1 quai Dujardin

Observations : Les travaux envisagés n'impactent pas une modification du classement ERP ou ERT indiqué.

Les travaux sont réalisés en site occupé et ne doivent pas entraver la continuité d'activité. Les entreprises doivent donc proposer une méthodologie d'intervention qui soit compatible avec le phasage envisagé qui est décrit par le maître d'œuvre dans les pièces techniques du marché pour maintenir le niveau de sécurité du système actuel avant basculement sur le nouveau système.

La consultation ne comporte qu'un lot unique. Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises conjoint ou solidaire.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

45259900- Modernisations d'installations

31625300- Systèmes avertisseurs d'effraction

Intervenants sur l'opération :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Région académique Bretagne

Division régionale de l'immobilier de l'État

96 rue d'Antrain, CS1050335705 RENNES Cedex

Tel : 02 23 21 74 17 / 06 22 21 09 76

Adresse générique de courrier électronique : ce.drie@ac-rennes.fr

Cheffe de projets – MOA **Annie CAILLABET** Ingénieur hors cadre

Mail : annie.caillabet@ac-rennes.fr

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BET EGIS

Zac de la Courrouze, Immeuble Eolios, 1er étage, 3 rue Louis Braille

35136 St Jacques de la Lande

Adresse postale : TSA 50851 – 35208 Rennes cedex

Chargé de l'opération : Jean-André Le Carré Spécialiste électricité - Bâtiment Centre-Ouest

Tél. +33 7 87 68 73 66

Mail : jean-andre.le-carre@egis-group.com

Le contrôle technique (CT), dans le cadre d'un marché subséquent à passer à l'accord cadre conclu par le PFRA Bretagne sur ces prestations, est assuré par :

SOCOTEC AGENCE CONSTRUCTION DE RENNES

Immeuble LE NOVEN 318, Route de Fougères - CS 60642 35706 RENNES CEDEX 7

Chargé du contrôle technique : M. David Gauvain - courriel : david.gauvain@socotec.com

Sur la base des missions suivantes :

- **Mission L**, relative à la solidité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages
- **Mission F**, relative au fonctionnement des installations
- **Mission SH, SEI ou STI**, relatives à la sécurité des personnes dans les habitations, les ERP et IGH, les bâtiments tertiaires et industriels
- **Mission LE**, vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes

Le coordinateur SSI (coorSSI) est en cours de désignation pour les établissements classés ERP (Site Antrain et site DUJARDIN).

Les travaux se réaliseront sous plan de prévention établi en lien avec le responsable de l'établissement ou son représentant pour établir les mesures particulières.

Nota sur la propreté en site occupé : une attention particulière sera portée pour tenir propre le chantier et ne pas entraîner de salissures en raison de la présence du public et du personnel et ne pas perturber plus que de mesures, leur activité.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

Le mode de passation de la consultation est le suivant :

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article L2123-1 et aux articles R.2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Cette consultation ne permet pas l'utilisation du mode de réponse simplifié dit « marché public simplifié » (MPS).

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, R.2431-19 et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de travaux.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le présent projet de marché est un marché de travaux en lot unique portant sur l'exécution des travaux de mise à niveau des systèmes de sûreté / contrôle d'accès / anti-intrusion / vidéosurveillance sur les 4 sites du rectorat de Rennes avec trois tranches :

Tranches	Intitulé de la tranche
Tranche ferme (TF)	Travaux sur bâtiments 92 et 96 rue d'Antrain avec déploiement d'un cœur de réseaux au niveau du futur poste de sécurité au sein de la DSDEN35
Tranche optionnelle N°1 (TO1)	Travaux sur DSDEN35 et LEMORDANT
Tranche optionnelle N°2 (TO2)	Travaux sur UAR et 108 Antrain

Il est prévu six options sous forme de prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

- Option PSE N°1 : Gestion des plans interactifs (développement et paramétrage des synoptiques des bâtiments en dynamique) sur la tranche ferme
- Option PSE N°2 : Gestion des plans interactifs sous forme de contrat de service sur le contrôle d'accès sur le ou les bâtiments concernés sur la tranche ferme
- Option PSE N°3 : Gestion des plans interactifs (développement et paramétrage des synoptiques des bâtiments en dynamique) sur la tranche optionnelle 1
- Option PSE N°4 : Gestion des plans interactifs sous forme de contrat de service sur le contrôle d'accès sur le ou les bâtiments concernés sur la tranche optionnelle 1

- Option PSE N°5 : Gestion des plans interactifs (développement et paramétrage des synoptiques des bâtiments en dynamique) sur la tranche optionnelle 2
- Option PSE N°6: Gestion des plans interactifs sous forme de contrat de service sur le contrôle d'accès sur le ou les bâtiments concernés sur la tranche optionnelle 2

Les entreprises ont l'obligation de chiffrer les deux tranches optionnelles ainsi que les options.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du marché.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R2142-26 du CCP, le Pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du Pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Il est interdit aux soumissionnaires de présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

2-4. Compléments à apporter au CCTP et Variantes

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les candidats doivent répondre à la solution de base composée de la tranche ferme et de deux tranches optionnelles N°1 et N°2 ainsi qu'aux 6 options PSE.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, une ou plusieurs prestations supplémentaires ou modificatives similaires à l'objet du présent marché.

2-6. Cadre de la négociation

Le Pouvoir adjudicateur s'autorise à mener une phase de négociation, dans le cas où les offres reçues seraient supérieures à l'enveloppe qu'il s'est fixé pour la réalisation de la prestation. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur pourra lancer la négociation avec tout ou partie des candidats ayant remis une offre. Le cadre de la négociation portera non seulement sur le prix, mais également sur les points à éclaircir dans chacune des offres faisant l'objet de cette négociation.

2-7. Délai de réalisation

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **8 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale :

Le marché comprend des exigences environnementales comme spécifications techniques et comme critères d'attribution.

2-13. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil de l'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de la personne publique. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). Dans le cadre de la dématérialisation, la signature électronique est impérative.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché :
 - L'Acte d'Engagement (AE) ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - Les pièces graphiques :

Il est à noter que les pièces graphiques ne seront adressées que sur demande expresse par mail à finances.drie@ac-rennes.fr (copie également à: annie.caillabet@ac-rennes.fr) après désignation d'une personne référente par la société avec fourniture de sa carte d'identité recto/verso ou de son passeport et signature de la société d'un engagement la liant en termes de sécurité et de confidentialité (voir pièce O5-demande pièces graphiques et engagement).

- ELE01 : Carnet de plans de sûreté ;
 - ELE02 : Carnet étude vidéosurveillance ;
 - ELE03 : Carnet de synoptiques architecture réseaux.
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique ;
- La trame du plan de prévention type qui sera à compléter lors de la phase de démarrage des études avec l'entreprise et le représentant de l'exploitant ;
- Une trame de planning prévisionnel de l'opération.

3-2. Éléments à produire (candidature + offre)

Les candidats devront produire un dossier de candidature complet et justifier de leurs capacités professionnelles techniques et financières à concourir.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, le Pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Il en sera de même pour tout document dans le cadre de la mission.

Le dossier comprendra les pièces précisées ci-après.

Les candidats doivent disposer des capacités professionnelles, techniques et financières permettant de mener à bien la mission.

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché.

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique, attestation du respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail : En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les pièces demandées ci-avant doivent également être fournies.

1 –Présentation du titulaire, de ses co-traitants éventuels et/ou de ses sous-traitants éventuels :

- La lettre de candidature habilitant le mandataire par ses co-traitants (formulaire « DC1 ») ;
- la déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 14 et R.2141-1 à 27 du Code de la Commande Publique concernant les interdictions de soumissionner ;
- Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de chaque candidat et de ses éventuels co traitants (formulaire « DC2 ») ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de ses éventuels sous-traitants (formulaire « DC4 ») ;
- Déclaration sur l'honneur à remplir par le mandataire et de ses éventuels co-traitants.

2 - Au titre de la capacité économique et financière :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices disponibles (peut être indiquée au formulaire « DC2 ») ;
- la preuve d'une assurance des risques professionnels.

3 - Au titre des capacités techniques et professionnelles :

- Présentation d'une liste de prestations de même nature exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Attestations professionnelles de qualifications ou certifications de la société pour les domaines techniques du lot pour lequel elle dépose une offre.

DUME

Le Pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place du DC1 et DC2, documents mentionnés à l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique. Les candidats ne peuvent toutefois pas se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le Pouvoir adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure. Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, **le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir adjudicateur.** En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **Le certificat de visite obligatoire** signé par la maîtrise d'œuvre à l'issue de celle-ci.

- **Un projet de marché** comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'acte d'engagement.

- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) :**

Cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne « décomposition » peut être modifiée et complétée.

La DPGF devra intégrer l'ensemble des coûts afférant à chacune des missions (concertation, frais de déplacement, livrables, ...).

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif technique et explicatif détaillant notamment les éléments suivants :

- Les moyens mis en œuvre (humains et techniques) pour exécuter le marché dont la composition de l'équipe avec CV et/ou document fournissant une description des compétences et expériences du personnel envisagé par le candidat ;
- Justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en terme de méthodologie d'intervention en site occupé pour maintenir l'activité et minimiser les nuisances et avec un projet de planning ; procédure qualité proposée, / plan de gestion des déchets et du bruit / plan de déplacement du personnel ouvrier pour venir sur le chantier Une note sommaire indiquant les principales mesures proposées pour la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier ;
- Une proposition construite sur l'ensemble de la ou des solution(s) technique(s) proposée(s) et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants y compris sur leur évolutivité possible . Présentation de l'organisation du SAV et du maintien en conditions opérationnelles dans le temps et des extensions de garantie pièces et main d'œuvre sur une durée de 10 ans ;
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- Une notice environnementale des mesures proposées et notamment via un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED)

Sur le SOGED de Chantier Cette notice comprendra :

Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;

Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;

Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Sur le plan de gestion du bruit généré par le chantier par rapport aux utilisateurs (utilisation de matériel moins sonore – et ou adaptation des horaires)

Sur le plan de déplacement du personnel ouvrier pour venir sur le chantier (encouragement des déplacements doux)

Sur d'autres dispositions générales prises au niveau de l'entreprise (verdissement du parc de véhicules, ...)

ARTICLE 4. EXAMEN DES CANDIDATURES

4.1 : Sélection des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

En application de l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées.

4.2 : Analyse des candidatures

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

1 - Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

150 000 € de chiffre d'affaires minimum, en moyenne sur les 3 dernières années pour le mandataire.

2 - Références professionnelles et capacités techniques - références requises :

Aptitude du candidat à mener les travaux appréciée par le Pouvoir adjudicateur en fonction des éléments d'information contenus dans le dossier de candidature : composition de l'équipe, références, certificats de capacité, ...

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

ARTICLE 5. CLASSEMENT DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Si une offre paraît anormalement basse, le Pouvoir adjudicateur fera application des dispositions des articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées.

Le Pouvoir adjudicateur examinera l'offre de base (Offre de base ou offre avec Tranche ferme et tranche optionnelle) des candidats pour établir un classement unique.

A la suite de cet examen le Pouvoir adjudicateur pourra engager les négociations.

Les négociations pourront se faire soit sous forme orale (audition, réunion) ou écrite (mail, courrier). À l'issue des négociations, et d'un second classement, le Pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du CCP, le Pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'acte d'engagement prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la DPGF sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans la DPGF seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la DPGF qui sera pris en considération.

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la DPGF, dans un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Pouvoir adjudicateur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critères	%
1- Valeur technique	70
2- Prix des prestations	30

1 - Visite sur site

La visite des lieux est **obligatoire** et se déroulera, en compagnie du gestionnaire technique de l'établissement et du maître d'œuvre, aux dates suivantes :

- vendredi 22 août 2025 à 8h00 (rendez-vous au 96 rue d'Antrain - visite du site de la rue d'Antrain et de la rue Lemordant le matin et DSDEN35 et UAR l'après-midi) ;
- mercredi 27 Août 2025 (rendez-vous au 96 rue d'Antrain - visite du site de la rue d'Antrain et de la rue Lemordant le matin et DSDEN35 et UAR l'après-midi) ;
- mercredi 3 septembre 2025 (rendez-vous au 96 rue d'Antrain - visite du site de la rue d'Antrain et de la rue Lemordant le matin et DSDEN35 et UAR l'après-midi)
- lundi 8 septembre 2025 (rendez-vous au 96 rue d'Antrain - visite du site de la rue d'Antrain et de la rue Lemordant le matin et DSDEN35 et UAR l'après-midi).
- Une ou deux autres dates pourront être ouvertes à la demande d'un des candidats.

Afin de prendre rendez-vous, les candidats devront s'adresser :

- au représentant du gestionnaire du bâtiment auprès de M. Jean-Yves GALLAND, Responsable technique de la Division des affaires générales via une demande sur ce.dage3@ac-rennes.fr avec copie de la carte nationale d'identité :
- Ou, en son absence, à la cheffe de projet de la maîtrise d'ouvrage :
Cheffe de projets - MOA
Annie CAILLABET, Ingénieur hors cadre
Division régionale de l'immobilier de l'État
96 rue d'Antrain, CS10503
35705 RENNES Cedex
Tel : 02 23 21 74 17 / 06 22 21 09 76
Adresse générique de courrier électronique : ce.drie@ac-rennes.fr (il est demandé à la société d'utiliser ce mail de manière systématique dans le cadre des échanges) avec copie à : annie.caillabet@ac-rennes.fr

Afin de s'assurer du bon déroulement des visites, il est demandé aux candidats de prendre rendez-vous au minimum **trois jours ouvrés à l'avance**.

Les visites commencent à l'heure inscrite sur le règlement de consultation.

Toutes les questions qui surviendraient lors de la visite devront être adressées par écrit au chef de projet pour la MOA via PLACE, sous 7 jours calendaires suivant la visite. La maîtrise d'œuvre rendra pour chaque question une réponse écrite qui sera diffusée à tous les candidats.

2 - Notation du critère « Valeur technique » :

Ce critère sera noté au regard du mémoire technique remis par le candidat avec son offre en prenant en compte les indications concernant la méthodologie et les procédés d'exécution envisagés, les moyens humains et matériels affectés (CV du personnel encadrant) à la présente opération (planning détaillé nombre d'hommes/jour/matériel) et le plan de phasage, prise en compte des contraintes locales, organisation de chantier, prise en compte de l'amiante/ plomb, procédures d'autocontrôle.

Cette évaluation portera sur :

- 1 – les moyens mis en œuvre (humains et techniques) pour exécuter le marché : **15 pts** ;
- 2 - Méthodologie d'intervention et planning prévisionnel pour réaliser le chantier / procédure qualité proposée / plan de gestion des déchets / plan de gestion du bruit/ plan de déplacement du personnel ouvrier pour venir sur le chantier : **15 pts** ;
- 3 – la qualité de la proposition de l'ensemble de la solution technique (solution ouverte, interopérabilité, capacité du système, certification ANSI, possibilité d'up-grade vers une solution répondant aux exigences de l'annexe II du texte NIS2, évolutivité vers d'autres systèmes à venir (reconnaissance de plaque d'immatriculation de véhicule, visiophonie, assistance au plan d'opération interne de gestion de crise, etc.) : **20 pts** ;
- 4 – la qualité du SAV et du maintien en conditions opérationnelles dans le temps (Garantie du constructeur en termes de disponibilité des pièces, engagement du constructeur sur la pérennité de la solution système de réseaux déployée, engagement en termes de délai sur les pièces détachées – existence d'une proposition d'extension de garantie pièces et main d'œuvre sur une durée de 10 ans) : **10 pts** ;
- 5 – le processus de transfert des installations à l'exploitation : méthodologie et accompagnement pour la prise en main de l'installation afin d'assurer une autonomie à 100% à l'issue de la réception de chantier et détail du volet formation : nombre de sessions prévues (procédés, supports mis à disposition, personnel de formation) : **10 pts**.
Pour chacun de ces sous-critères, la note sur 5, 10, 15 et 20 points sera établie de la manière suivante :

Note sur 5 points	Note sur 10 points	Note sur 15 points	Note sur 20 points	Appréciations
5	10	15	20	Offre parfaitement satisfaisante
4	7 à 8	10 à 12	13 à 16	Offre très satisfaisante
3	5 à 6	7 à 9	9 à 12	Offre courante (copier-coller, etc...)
2	3 à 4	4 à 6	5 à 8	Offre insuffisante
1	1 à 2	1 à 3	1 à 4	Offre très insuffisante
0	0	0	0	Absence d'information

Les notes attribuées à chaque sous-critère seront des nombres entiers et la note globale du mémoire technique (**NG**) sera constituée de la somme des notes attribuées à chaque sous critère.

La note technique sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note technique} = 70 \times \frac{\text{NG du candidat}}{\text{NG du candidat ayant la NG la plus élevée}}$$

Le mémoire technique du candidat ayant obtenu la meilleur note NG est créditée du maximum de point, soit 70 points.

La note technique ainsi obtenue est définitive y compris dans le cadre de négociations éventuelles.

3 - Notation du critère « Prix » :

Lors de l'examen des offres, la commission d'appel d'offres se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le prix de l'offre (**Px**) sera établi sur la base du prix reconstitué et consolidé sur le cumul de TF +TO1+ TO2 à 95% et pour 5% de la note sur le cumul des options PSE 1 à 6.

La note prix sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note prix} = 30 \times \frac{\text{Px du candidat le moins disant}}{\text{P du candidat}}$$

Le Pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché.

A l'issue de l'éventuelle négociation, les offres inacceptables sont éliminées par le Pouvoir adjudicateur.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur autorise les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières après la remise des offres finales.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

4 - Notation finale :

L'addition des deux valeurs obtenues donne la note de l'entreprise sur un maximum de 100. Les entreprises sont classées dans l'ordre décroissant de leur note.

Cette note finale fera l'objet d'un classement initial puis d'un classement après négociations éventuelles. En cas de négociations, c'est cette nouvelle note finale qui sera prise en compte pour le classement des offres.

L'entreprise ayant obtenu la note finale la plus élevée (après négociations éventuelles) est jugée mieux disante.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.

5 – Attribution du marché :

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, après vérification de la candidature et production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Le Pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 6. CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE

6.1 Transmission du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil de l'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr.

6.2 Modalités de remise des candidatures et des offres

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé.

Le dépôt électronique doit être obligatoirement réalisé et terminé avant la date mentionnée en page de garde.

Par conséquent, les candidats ne pourront remettre leurs offres que par voie électronique. Aucune transmission par voie papier ou sur support physique électronique n'est autorisée.

Toute offre transmise par voie papier ou sur support physique électronique sera déclarée irrégulière.

Tout fichier constitutif de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Il fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Pour signer électroniquement son offre, le candidat doit avoir acquis au préalable un certificat électronique permettant la signature électronique de ses fichiers selon les dispositions réglementaires. Obtenir ce certificat nécessite plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le candidat ne dispose pas de certificat électronique valable pour la réponse à un marché dématérialisé, il est en droit de remettre une offre portant signature manuscrite et cachet de son entreprise.

Il est également fortement recommandé au candidat de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Remise des offres par voie électronique uniquement

Les offres seront obligatoirement transmises par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le Pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Par ailleurs, l'attention des candidats est appelée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement suffisant de manière à anticiper les aléas techniques et/ou temps de téléchargement de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres. En effet, c'est l'heure de fin de réception de l'offre électronique qui vaut.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des intitulés de fichiers les plus courts possibles ;
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux ;
- Ne pas utiliser les .exe et les macros ;
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Certificats et signatures électroniques

Les modalités de signatures et de cryptage électroniques sont précisées sur la plateforme de dématérialisation du Pouvoir adjudicateur : www.marches-publics.gouv.fr

Pour signer électroniquement sa candidature, l'entreprise choisit librement une catégorie de certificats de signature électronique. Le certificat est nominatif.

Le certificat doit être détenu par une personne habilitée à engager le candidat pour un montant égal à la somme des montants maximum du marché pour lesquels il souhaite présenter une offre.

Les documents constitutifs de l'offre devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer les principaux documents constitutifs de son offre soit l'Acte d'Engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 12 avril 2018 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS »), les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 12 avril 2018.

La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du DCE via la plateforme.

Copie de sauvegarde :

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par les articles R2132-11 et R3122-17 du CCP et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être :

- sur support physique électronique (cd-rom, DVD Rom, clé USB).

La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé, elle devra :

- comporter les mentions obligatoires suivantes :

Dénomination sociale du candidat :

Marché de travaux de sûreté des sites académiques,
Lot Unique

Rectorat de l'académie de Rennes
DRIE
96 rue d'Antrain,
CS10503
35705 RENNES Cedex
(COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR)

- être transmise à l'adresse ci-dessus :
 - soit par voie postale en LR avec AR,
 - soit déposée en main propre contre récépissé les jours ouvrés suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h. Dans le cas où le candidat souhaite remettre une copie de sauvegarde en mains propres, il devra obligatoirement prendre rendez-vous avec le secrétariat de la DRIE (Direction Régionale de l'Immobilier de l'État) via ce.drie@ac-rennes.fr.

ATTENTION : dans le cadre de cette consultation, le candidat qui omettrait de mentionner « **copie de sauvegarde** » sur le pli scellé papier déposé ou envoyé par voie postale verrait son offre rejetée au motif d'irrégularité.
En effet, les candidatures papier sont dans le cadre de la présente consultation interdites.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre transmis par voie électronique.
- ou lorsque les documents relatifs à la candidature ou à l'offre ont été transmis et ne sont pas parvenus dans le délai prescrit pour le dépôt ou n'ont pu être ouverts.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite, **uniquement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile via la plateforme PLACE à tous les candidats ayant téléchargé le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

Toutes les demandes de compléments adressées aux candidats et les réponses attendues (invitation à concourir à une négociation, envoi des courriers de rejets et notification du marché) seront adressées par voie électronique.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam....

ARTICLE 8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Clause de confidentialité :

Les informations et données dont le candidat a connaissance dans le cadre de ce marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ce présent marché et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle

Documents à produire par le candidat lors de l'attribution du marché :

Lors de l'attribution du marché, le candidat devra produire

- Les pièces administratives réactualisées à la date de la signature, le cas échéant.
- La preuve de la souscription d'un contrat d'assurance décennale (attestation d'assurance), à jour à la date de la signature du marché.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de **10 jours** à compter de la date de réception de la demande émise par le Pouvoir adjudicateur, faute de quoi son offre sera rejetée et un autre candidat choisi.

ARTICLE 9. RECOURS ET LITIGES

Le droit français est seul applicable.

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Le tribunal compétent est :

Le Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte CS 44416
35044 RENNES
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Téléphone : 02 23 21 28 28

par l'application Télérékurs citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Organe chargé des procédures de médiation :

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles R2197-1 et suivants du CCP relatifs aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22, mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Téléphone : 02 53 46 79 83
Courriel : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R.421-1 du code de justice administrative) ;
- Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994). Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).